



*Consortium International pour les Droits de l'Homme au Congo (CIDHC)*

W751283106

# DISCOURS

## DISCOURS OFFICIEL – PUBLICATION DU RAPPORT DU CIDHC SUR LES MASSACRES À MAMBASA

---

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Distingués représentants des médias nationaux et internationaux,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, ce n'est pas une simple conférence de presse.

Ce n'est pas une communication ordinaire.

Aujourd'hui, nous portons la voix des sans-voix.

Aujourd'hui, nous parlons pour ceux qui ont été réduits au silence par la violence.

Aujourd'hui, nous refusons que l'horreur devienne normale.

Nous sommes réunis ici à Goma pour rendre public un rapport d'une gravité exceptionnelle, un rapport qui documente l'une des crises humanitaires et sécuritaires les plus alarmantes que connaît actuellement la République Démocratique du Congo.

Ce rapport est accablant.



*Consortium International pour les Droits de l'Homme au Congo (CIDHC)*

W751283106

Il est dérangeant.

Mais surtout, il est impossible à ignorer.

Mesdames et Messieurs,

Dans le territoire de Mambasa, en province de l'Ituri, des hommes, des femmes, des enfants sont massacrés, décapités, enlevés, brûlés vifs, dans une indifférence qui ne peut plus être tolérée.

À Muchacha...

À Babesa...

À Makoko...

À Muchanga...

À Bafwako...

Le sang des innocents a coulé.

Des familles entières ont été exterminées.

Des villages rayés de la carte.

Des enfants arrachés à leurs parents.

Des femmes plongées dans une détresse indescriptible.

Ce que nous décrivons ici, ce ne sont pas des incidents isolés.

Ce n'est pas une insécurité ordinaire.



*Consortium International pour les Droits de l'Homme au Congo (CIDHC)*

W751283106

C'est une violence organisée.

C'est une terreur systématique.

C'est une stratégie de destruction.

Mesdames et Messieurs,

Les faits que nous avons documentés sont d'une extrême gravité :  
des dizaines de civils tués dans des conditions atroces,  
plus de 300 personnes enlevées en quelques jours seulement,  
des centaines d'habitations incendiées,  
des milliers de personnes déplacées, abandonnées sans assistance.

Mais au-delà des chiffres, il y a une réalité plus sombre encore :  
Celle d'une population abandonnée, exposée, livrée à la mort.

Oui, nous le disons sans détour :

Les populations de Mambasa sont aujourd'hui laissées à elles-mêmes.

Et cette situation est inacceptable.

Mesdames et Messieurs,



## *Consortium International pour les Droits de l'Homme au Congo (CIDHC)*

**W751283106**

Notre rapport met également en lumière une réalité troublante et profondément inquiétante :

Malgré la présence militaire, malgré les opérations annoncées, malgré l'état de siège en vigueur, les massacres continuent.

Comment expliquer que des attaques d'une telle ampleur puissent se produire à répétition ?

Comment expliquer que des groupes armés circulent, attaquent, tuent et disparaissent sans être inquiétés ?

Comment expliquer que des zones entières échappent au contrôle de l'État ?

Ces questions ne peuvent plus rester sans réponse.

Plus grave encore, des allégations sérieuses, crédibles et persistantes font état de complicités au sein même des forces censées protéger la population.

Nous parlons ici d'implications possibles dans l'exploitation illégale des ressources naturelles.

Nous parlons d'un détournement de mission.

Nous parlons d'un système qui pourrait entretenir l'insécurité au lieu de la combattre.

Si ces faits sont confirmés, alors il ne s'agit plus seulement d'un échec.

Il s'agit d'une faute grave.



*Consortium International pour les Droits de l'Homme au Congo (CIDHC)*

**W751283106**

Il s'agit d'une trahison.

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes face à une crise systémique.

Une crise où :

l'État peine à assurer sa mission fondamentale,  
les populations civiles sont sans protection,  
et l'impunité semble s'installer comme norme.

Dans ces conditions, le risque est clair.

Le danger est réel.

Nous assistons à une progression vers une situation où certaines zones pourraient basculer durablement dans le non-droit.

Nous assistons à une menace d'extermination progressive des populations civiles.

Et cela, nous ne pouvons pas l'accepter.

Mesdames et Messieurs,



*Consortium International pour les Droits de l'Homme au Congo (CIDHC)*

**W751283106**

Le droit à la vie est sacré.

La dignité humaine n'est pas négociable.

La protection des civils est une obligation, pas une faveur.

Le silence face à ces crimes est une forme de complicité.

L'inaction est une condamnation à mort pour des milliers d'innocents.

C'est pourquoi, aujourd'hui, nous lançons un appel solennel :

Au Gouvernement de la République Démocratique du Congo :

Assumez vos responsabilités.

Protégez votre peuple.

Restaurez l'autorité de l'État.

Et engagez des enquêtes indépendantes, crédibles et transparentes.

Au Parlement :

Jouez pleinement votre rôle de contrôle.

Exigez la vérité.

Exigez des comptes.

À la communauté internationale :

Le temps des déclarations est révolu.

Le temps de l'action est venu.



*Consortium International pour les Droits de l'Homme au Congo (CIDHC)*

**W751283106**

Nous appelons les Nations Unies, l'Union Africaine, l'Union Européenne, la SADC, les États partenaires, à intervenir de manière concrète, coordonnée et efficace pour protéger les populations et mettre fin à ce cycle de violence.

Mesdames et Messieurs,

L'histoire retiendra ce moment.

Elle retiendra si nous avons choisi de parler ou de nous taire.

Elle retiendra si nous avons agi ou détourné le regard.

Aujourd'hui, nous faisons le choix du courage.

Le choix de la vérité.

Le choix de la justice.

Parce que derrière chaque chiffre, il y a une vie.

Parce que derrière chaque victime, il y a une famille.

Parce que derrière chaque silence, il y a une responsabilité.

Nous refusons que Mambasa devienne un cimetière oublié.

Nous refusons que ces crimes restent impunis.

Nous refusons que l'indifférence l'emporte sur l'humanité.



*Consortium International pour les Droits de l'Homme au Congo (CIDHC)*

W751283106

Mesdames et Messieurs,

Il est encore temps d'agir.

Mais le temps presse.

Chaque jour d'inaction coûte des vies.

Chaque retard aggrave la tragédie.

Alors aujourd'hui, ici, devant vous, devant le monde,  
nous disons : ça suffit.

Je vous remercie.

Fait à Goma, le 8 avril 2026

**Pour le Consortium International pour les Droits Humains au Congo (CIDHC)**

Le Co-Président

**Maître Jean-Paul PALUKU NGAHANGONDI**

+243994430788

palukungahangondijp@gmail.com